



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org)
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Avec le soutien de
la



Wallonie

NOTE D'ANALYSE – 16 décembre 2019

BERGHEZAN Georges. *L'armée du Kosovo, nouvel obstacle à la stabilisation des Balkans ?*, Note d'Analyse du GRIP, 16 décembre 2019, Bruxelles.

<https://www.grip.org/fr/node/2878>



NOTE D'ANALYSE

L'armée du Kosovo, nouvel obstacle à la stabilisation des Balkans ?

par **Georges Berghezan**

16 décembre 2019

Résumé

Le 14 décembre 2018, le Parlement de Priština a décidé de transformer la Force de sécurité du Kosovo, principalement dédiée à la protection civile, en formation purement militaire. Si Belgrade et la minorité serbe locale ont vivement condamné une initiative qui contourne la constitution kosovare, l'ONU et l'OTAN se sont inquiétés des conséquences de ce geste, en particulier pour les relations entre Serbes et Albanais du Kosovo.

Cependant, à court terme, cette nouvelle armée, même avec le soutien des grandes puissances qui ont parrainé l'indépendance du Kosovo, ne paraît pas en mesure de poser de menace vis-à-vis de ses voisins, et de la Serbie en particulier. En effet, le nouveau gouvernement en gestation, de formule inédite, aura bien du mal à dégager les ressources suffisantes pour bâtir des forces armées répondant aux « plus hauts critères de l'OTAN » auxquels il est sans cesse fait référence. La création de cette armée serait donc avant tout destinée à prouver que, malgré les apparences, le Kosovo est bien un « État comme les autres ».

Abstract

The Kosovo army: a new obstacle to Balkans' stabilization?

On 14 December 2018, the Parliament in Priština decided to transform the Kosovo Security Force, mainly dedicated to civil protection, into typical military forces. While Belgrade and the local Serb minority have strongly condemned this initiative that circumvents the Kosovo constitution, the UN and the NATO have been concerned about the consequences of this move, particularly for the relations between Serbs and Kosovo Albanians.

However, in the short term, this new army, even with the support of the great powers that sponsored the independence of Kosovo, does not seem to be able to threaten its neighbours, and Serbia in particular. In fact, the new government in the making, resulting of an unprecedented coalition, will struggle to find sufficient resources to build armed forces that meet the "highest NATO criteria" to which reference is constantly being made. The main objective of the creation of this army would then be to prove that, despite appearances, Kosovo is indeed a "state like the others".

Introduction

Le 14 décembre 2018, le Parlement du Kosovo a adopté trois lois transformant *de facto* la Force de sécurité du Kosovo (FSK), aux missions relevant de la protection civile, en forces armées de type militaire. La première loi modifie le mandat et le rôle des FSK. La seconde traite de son recrutement et de ses effectifs, qui passeront de 2 200 à 5 000 membres actifs, en plus d'une force de réserve de 3 000 personnes. La troisième transforme le « *ministère de la Force de sécurité* » en « *ministère de la Défense*¹ ». Après le vote de chacune de ces lois, à l'unanimité ou à la quasi-unanimité des 107 députés présents, mais en l'absence des députés serbes², le président de l'assemblée, Kadri Veseli, a déclaré que « *l'armée du Kosovo* » était officiellement créée³. Promulguées deux semaines plus tard par le président Thaçi, ces lois créent, selon le gouvernement de Priština, « *une armée, une force multiethnique et professionnelle construite selon les plus hauts critères de l'OTAN* »⁴.

En juin 1999, après que les bombardements de l'OTAN ont contraint les forces de Belgrade à quitter la province, le Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU) a pris diverses mesures, synthétisées dans sa Résolution 1244. Celle-ci garantissait l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie, alors composée des républiques de Serbie et du Monténégro. Elle autorisait aussi le déploiement d'une mission civile, la Mission des Nations unies au Kosovo (MINUK) et d'une force militaire dirigée par l'OTAN, cette dernière étant exclusivement compétente en matière de sécurité de la province⁵.

Origine de l'armée kosovare



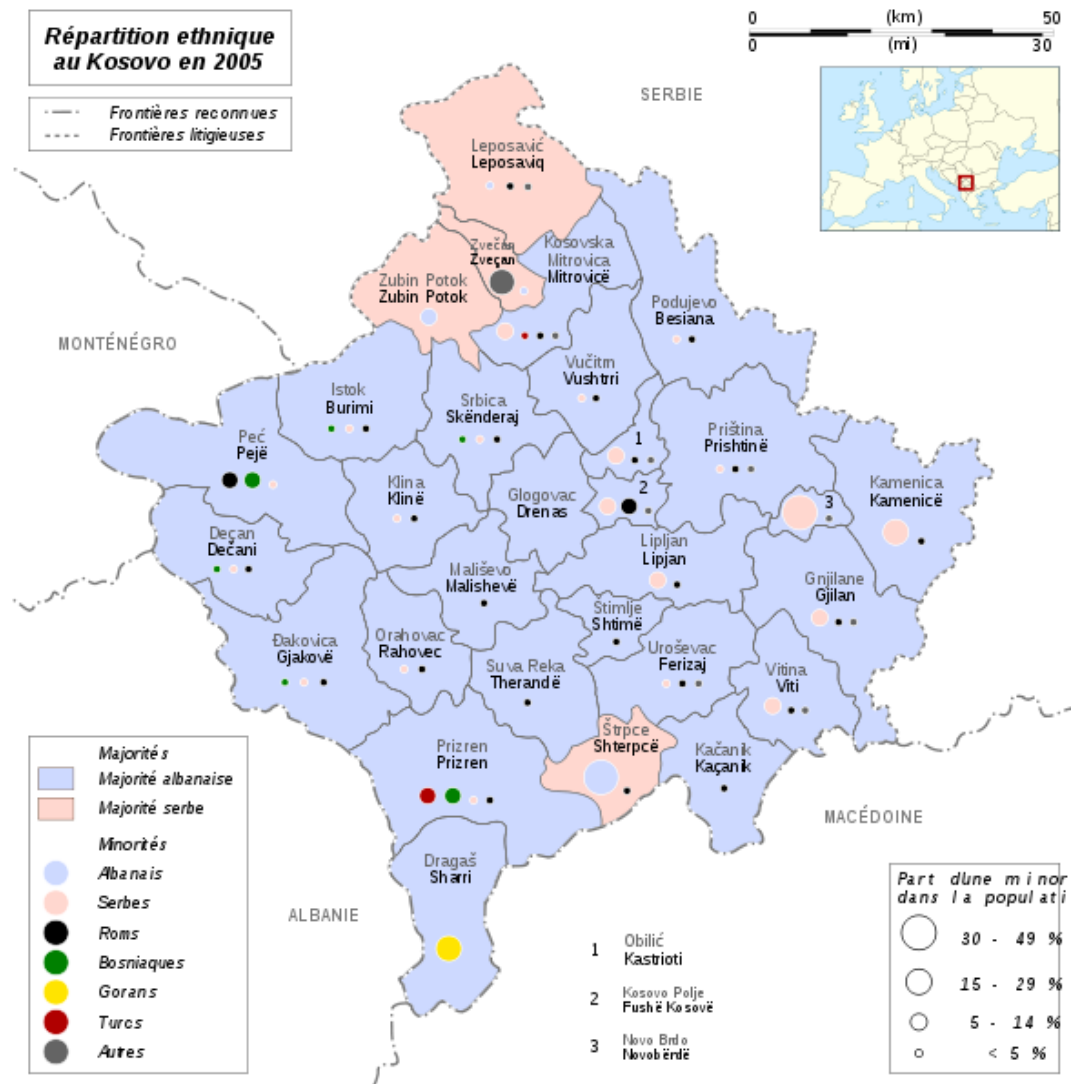
*De l'Armée de libération à
la Force de sécurité,
en passant par le Corps de protection*

Quant à l'ALK et aux « *autres groupes armés d'Albanais du Kosovo* », ils devaient être immédiatement « *démilitarisés* ». Aussi, en septembre 1999, une directive de la MINUK a autorisé la création du Corps de protection du Kosovo (CPK), dont les missions étaient de « *fournir des services de réponse aux désastres,*

effectuer des opérations de recherche et sauvetage, fournir une capacité d'assistance humanitaire, assister au déminage et contribuer à la

1. Bianca Britton, « [Kosovo lawmakers approve army, as tensions with Serbia rise](#) », *CNN*, 14 décembre 2018.
2. Barbara Surk, « [Kosovo Parliament Votes to Create an Army, Defying Serbia and NATO](#) », *The New York Times*, 14 décembre 2018.
3. « [Kosovo Votes to Turn Security Force Into Army](#) », *BIRN*, 14 décembre 2018.
4. [Report of the Secretary-General](#) (on UNMIK), UNSC, 1/02/19 (S6)
5. La résolution 1244 prévoyait néanmoins le retour d'un « effectif convenu de personnel yougoslave et serbe » pour un certain nombre de tâches, dont le maintien d'une « présence dans les lieux du patrimoine serbe » et « aux principaux postes frontière » (annexe 2.6), mais cette disposition n'a jamais été mise en œuvre à ce jour.

reconstruction »⁶. S'il s'agissait d'une formation aux prérogatives purement civiles, la grande majorité de ses membres ont été recrutés au sein de l'ALK, dont le chef, Agim Çeku, a pris la tête de la nouvelle formation.



En rose, les enclaves serbes ; en mauve, les municipalités à majorité albanaise (2005)

En juin 2008, la Constitution kosovare⁷ adoptée quelques mois après la proclamation d'indépendance a officialisé la transformation du CPK en « Force de sécurité du Kosovo » (FSK), une organisation que l'OTAN, qui continue à stationner des milliers de soldats sur le territoire, définit comme « une force de volontaires légèrement armée », avec comme « principales responsabilités des tâches de sécurité qui ne sont pas appropriées pour la police, comme la réponse aux urgences, l'élimination de munitions et explosifs, la gestion des matières dangereuses, la lutte contre le feu et la protection civile⁸. » Bien que les dirigeants albano-kosovars ne cachaient pas que la FSK de l'époque constituait les prémices de futures forces

6. [Regulation no. 1999/8](#), United Nations Mission in Kosovo, 20 septembre 1999.

7. Article 126. Voir [Constitution of the Republic of Kosovo](#), Kosovo's Constitution.

8. « [Stand-up of the Kosovo Security Force / NATO Liaison and Advisory Team, Tasks](#) », Kosovo Force, NATO Allied Joint Force Command Naples.

armées, rien dans son mandat ne révélait sa nature militaire, si ce n'est que l'essentiel de son personnel continuait à être issu de l'ALK et que sa structure et ses grades étaient clairement inspirés de ceux d'une armée.

L'adoption de lois modifiant le mandat de la FSK pour en faire une organisation typiquement militaire pose un double problème légal. D'une part, elle viole clairement la résolution 1244 du CSNU qui confie la tâche de sécuriser le Kosovo exclusivement aux forces de l'OTAN. D'autre part, la Constitution du Kosovo ne prévoit pas l'existence de forces armées. La transformation de la FSK aurait donc dû faire l'objet d'amendements constitutionnels, ce qui s'est révélé impossible à cause de l'opposition résolue de la minorité serbe à une telle mesure. En effet, tout amendement doit être approuvé à une majorité des deux tiers, non seulement de l'ensemble des 120 députés, mais aussi des 20 députés représentant les minorités, dont la moitié des sièges reviennent aux Serbes⁹.

La population serbe, réduite à quelques pourcents de la population du Kosovo, craint comme la peste une opération militaire qui achèverait le « *nettoyage ethnique* » qu'elle a subi après les bombardements de 1999 et qui fut encore aggravé lors des pogroms de mars 2004. Bien qu'une série d'enclaves serbes subsistent dans le sud de la province, la plupart des Serbes du Kosovo vivent regroupés dans une portion du Nord, adossée au reste de la Serbie. Selon les autorités de Belgrade, dans une lettre datée d'avril 2013 et signée par son Secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen, l'OTAN se serait engagée à interdire tout déploiement de la FSK, ainsi que des unités de police spéciale, dans le Nord sans son autorisation préalable et en consultation avec les leaders serbes locaux¹⁰. Depuis, si la FSK ne semble pas être intervenue directement dans le Nord, plusieurs opérations de l'Unité de soutien opérationnel régional (ROSU) s'y sont déroulées, souvent de manière brutale et dégradante pour les personnes interpellées, provoquant de vives protestations de la population¹¹. En mai 2019, deux membres de la MINUK ont, malgré leur immunité, été arrêtés, battus, hospitalisés et expulsés du territoire¹². En outre, un camion de la FSK a participé à un récent raid de la ROSU dans le Nord en octobre 2019¹³. Si l'OTAN a bien pris un tel engagement en 2013, il semble que son application sur le terrain laisse à désirer.

9. « [Kosovo Votes to Turn Security Force Into Army](#) », *BIRN*, 14 décembre 2018.

10. « [KSF "will not be able to go to north"](#) », *B92* (Belgrade), 19 avril 2013 & Steven Woehrel, « [Serbia: Current Issues and U.S. Policy](#) », *Congressional Research Service*, 13 mai 2013, p. 6.

11. Voir par exemple « [The Latest: 32 injured, 5 seriously in Kosovo clashes](#) », *Associated Press*, 26 mars 2018 & Die Morina, « [Thaci Says Kosovo Probing Djuric's Paraded Arrest](#) », *BalkanInsight*, 30 mars 2018.

12. United Nations Interim Administration Mission in Kosovo, [Report of the Secretary-General, S/2019/797](#), 4 octobre 2019, § 10.

13. « [Kosovo Army truck in the north today?](#) », *Gazeta Express* (Priština), 16 octobre 2019.

Des points de tension qui s'accumulent

Pour les Serbes, la crainte réside moins dans l'émergence d'une force militaire rivale — leur armée est infiniment mieux équipée¹⁴ que la force kosovare en gestation — que de voir le nord du Kosovo vivre sous l'occupation militaire d'une formation essentiellement albanophone et protégée par le parapluie de l'OTAN. En décembre 2018, la cheffe du gouvernement de Belgrade, Ana Brnabić, avait même affirmé qu'une intervention de l'armée était « *une des options sur la table* » pour éviter une nouvelle vague de nettoyage ethnique, contredisant le président Aleksandar Vučić, qui venait de déclarer que toute opération militaire au Kosovo était impensable, car elle entraînerait un conflit armé avec l'OTAN¹⁵.

Alors que le dialogue entre Belgrade et Priština, sous l'égide de l'Union européenne (UE), est gelé depuis 2017, les points de tension s'accumulent entre les deux parties : au non-respect de l'Accord de Bruxelles d'avril 2013, dont une disposition jamais mise en œuvre accorde une relative autonomie à la communauté serbe, est venue s'ajouter l'imposition par Priština d'une taxe de 100 % sur les produits provenant de Serbie et de Bosnie-Herzégovine, ceci en flagrante violation de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (CEFTA). En outre, sous les coups de boutoir de la diplomatie serbe et au grand déplaisir de Priština, le nombre de pays « *dé-reconnaisant* » l'indépendance du Kosovo ne cesse d'augmenter¹⁶ (le Ghana, en rompant ses relations avec Priština en novembre, serait devenu le seizième pays à revenir sur sa reconnaissance de l'indépendance¹⁷) tandis que l'adhésion du Kosovo aux grandes organisations internationales se limite aux associations régionales et sportives.

Par ailleurs, la transformation de la FSK en force militaire n'a pas été soutenue par plusieurs acteurs importants. L'OTAN, dont le « *monopole de la force* » est remis en question, a « *regretté* », par la voix de son Secrétaire général, une décision qu'elle a qualifiée d'« *inopportune* » et a annoncé qu'elle réexaminerait le niveau de son engagement avec la FSK¹⁸, tandis qu'un communiqué du Service européen d'action extérieure a fait savoir que « *comme l'OTAN, l'UE continue de partager l'opinion que le mandat de la FSK ne peut être changé que par un processus inclusif et graduel en accord avec la Constitution du Kosovo*¹⁹. »

14. Georges Berghezan, « [Croatie-Serbie: une mini-course aux armements dans les Balkans ?](#) », Note d'Analyse, GRIP, 19 février 2019.

15. Aleksandar Vasovic, « [PM suggests Serbia could intervene if Kosovo sets up full army](#) », Reuters, 5 décembre 2018.

16. Agata Palickova, « [15 countries, and counting, revoke recognition of Kosovo, Serbia says](#) », Euractiv (Bruxelles), 27 août 2019.

17. « [Ghana is the 16th country to withdraw recognition of so-called Kosovo, more to follow by end of year](#) », The Srpska Times (Banja Luka), 11 novembre 2019.

18. « [Statement by the NATO Secretary General on the adoption of the laws on the transition of the Kosovo Security Force](#) », OTAN, 14 décembre 2018.

19. « [Kosovo Votes to Turn Security Force Into Army](#) », BIRN, 14 décembre 2018.

Quant à l'ONU, son Secrétaire général a « *noté avec inquiétude* » la décision du parlement de Priština, alors que Jean Pierre Lacroix, chef du Département des opérations de maintien de la paix, déclarait qu'elle a « *encore plus détérioré les relations entre Belgrade et Priština* »²⁰. Cependant, au moins trois grandes puissances ont ouvertement soutenu la décision kosovare, le Royaume-Uni²¹, l'Allemagne²² et les États-Unis, ces derniers appelant néanmoins à « *soutenir et encourager les citoyens des communautés minoritaires du Kosovo à participer à leurs forces de sécurité* »²³.

À la recherche de « multiethnicité »

La « *multiethnicité* » proclamée de la FSK aura en effet du mal à se concrétiser. Entre le 1^{er} janvier et la fin août 2018, alors que se précisaient les plans de transformation en force armée, environ la moitié de ses 130 membres serbes l'auraient quittée²⁴, ce qui était unanimement attribué par les responsables politiques albanophones à une campagne d'intimidations orchestrée par Belgrade²⁵. Par ailleurs, selon les informations disponibles, environ 140 membres d'autres minorités faisaient partie de la FSK en 2017, les Turcs étant surreprésentés (49) et les Roms sous-représentés (2), relativement à l'importance démographique de leurs communautés respectives²⁶. D'autre part, les plus haut gradés, dont les quatre commandants successifs du CPK, puis de la FSK, appartiennent tous à la majorité albanophone, mais sont aussi d'anciens dirigeants de l'ALK.

Si le rejet et l'appel au boycott de la FSK par la minorité serbe devrait sérieusement interpeller des autorités qui se disent soucieuses de « *multiethnicité* », d'autres obstacles pourraient handicaper le développement des nouvelles forces armées du Kosovo.

Le premier défi que devra relever la nouvelle mouture de la FSK relève de la planification, de l'organisation et des priorités que son leadership devra définir pour qu'elle soit rapidement opérationnelle²⁷. À cet effet, un « *plan global*

20. « [Moves to create a Kosovo army have 'deteriorated relations' with Serbia: UN peacekeeping chief](#) », *United Nations Interim Administration Mission in Kosovo*, 17 décembre 2018.

21. « [Britain supports Kosovo in creating its army](#) », *N1* (Belgrade), 12 décembre 2018.

22. Andrew Rettman, « [Kosovo has right to own army, Germany and US say](#) », *EUobserver* (Bruxelles), 14 décembre 2018.

23. « [Statement from U.S. Embassy Pristina](#) », *U.S. Embassy in Kosovo*, 14 décembre 2018.

24. Shpat Balaj et Taulant Boshnjaku, « [Multiethnicity Destruction Tendencies, Massive Resignations of Serbian Members from the Kosovo Security Force](#) », *Kosovar Centre for Security Studies*, septembre 2018.

25. « [Ministar KBS: Više od 40 od 137 srpskih pripadnika KBS traži da istupi](#) », *KoSSev Portal* (Kosovska Mitrovica), 7 juillet 2018 & « [Beogradi nuk dëshiron të shohë pjesëtarë serbë në FSK](#) », *Kallxo* (Prishtinë), 30 octobre 2018.

26. « [FSK-ja me 45 serbë, javën tjetër bëhet ushtri](#) », *Zëri* (Prishtinë), 8 mars 2017.

27. Die Morina, « [Kosovo Braces for Challenge of Forming 'Army'](#) », *BIRN*, 14 décembre 2018.

de transition », prévoyant un « développement durable et abordable » de la FSK, approuvé en janvier 2019 par le ministre de la Défense, détaille les différentes étapes qui devraient permettre que, vers 2027, les FSK disposent de « capacités opérationnelles complètes »²⁸.

Un second défi est son manque de moyens. Si on prétend que le budget de la Défense prévu en 2019 serait en augmentation de quelque 10 % par rapport à l'année précédente, il n'atteint pas 60 millions EUR²⁹ et représente moins de 1 % du PIB kosovar³⁰, soit loin des 2 % demandés par l'OTAN, aux normes de laquelle le gouvernement de Priština se réfère en permanence. Relevons aussi que la FSK, se présentant comme une « organisation charitable », est probablement la seule armée du monde faisant appel au *fundraising* pour arrondir son budget³¹. Il faudra sans doute une généreuse contribution citoyenne pour que le Kosovo parvienne à rivaliser avec la Serbie, seul pays avec lequel un conflit armé serait envisageable. Bien qu'elle ne soit pas candidate à l'OTAN, le budget de la Défense de la Serbie se rapproche de la barre des 2 % du PIB et devrait avoisiner, en 2019, les 800 millions EUR³².

En avril 2019, le gouvernement a néanmoins mis un aéroport à la disposition de la FSK³³. Situé dans la région de Gjakova/Djakovica (sud-ouest du Kosovo), il s'agit d'un ancien aérodrome utilisé à des fins agricoles, réhabilité par les forces italiennes de l'OTAN au début de leur déploiement dans cette province. Cédé en décembre 2013 aux autorités kosovares, il est passé sous la tutelle de différents ministères qui l'ont laissé à l'abandon et n'est plus opérationnel³⁴. Il pourrait rester dans cet état encore longtemps, ne fût-ce que parce que la force aérienne de la FSK ne dispose encore d'aucun appareil³⁵.

Lassitude européenne

De même que l'ALK n'aurait pu s'emparer du Kosovo sans l'aide de l'OTAN, il semble qu'une condition à la mutation souhaitée de la FSK soit un soutien énergétique de ses alliés. Or, la plupart des pays européens semblent lassés par les multiples maux affectant la société kosovare, maux que la déclaration d'indépendance n'a nullement éradiqués : taux de chômage parmi les plus élevés d'Europe, corruption généralisée, criminalité florissante, exode massif de

28. « [Kosovo Security Force, Comprehensive Transition Plan](#) », ministère de la Défense, République du Kosovo, 22 janvier 2019.

29. Blerta Begisholli, « [Kosovo Army Faces Uphill Fight, Experts Warn](#) », BIRN, 31 juillet 2019.

30. « [PIB \(\\$ US courant\), Kosovo](#) », *Perspective monde*.

31. « [FSK Donation](#) », *Donorbox*.

32. Maja Zivanovic, « [Serbia to Hike Budget for Army and Police](#) », BIRN, 30 novembre 2018.

33. « [Aeroporti i Gjakovës shumë shpejt do të bëhet aeroport ushtarak i FSK'së](#) », *VushtrriaOnline.net*, 15 mai 2019.

34. « [N.P.Q "Aeroporti Gjakovës" Sh.A](#) », *Aeroportigjakovës* (Gjakovë/Djakovica).

35. Blerta Begisholli, *op. cit.*

la population³⁶... Surtout, l'Union européenne, médiatrice dans le « *dialogue* » entre Belgrade et Priština, doit bien constater que, si la partie serbe a mis en œuvre la plupart des engagements pris dans le cadre de l'Accord de Bruxelles d'avril 2013, en particulier le retrait de ses « *institutions parallèles* » et la libre circulation des citoyens kosovars, il n'en va pas de même pour l'autre partie qui n'a plus l'intention d'appliquer la seule contrepartie qui lui était demandée, soit la création d'une Association des municipalités serbes disposant d'un certain niveau d'autonomie en matière de santé, d'éducation et de développement économique. Pour justifier son refus, les autorités de Priština ont d'abord avancé que la création de cette association serait contraire à la Constitution³⁷, puis qu'elle ne serait mise en place que dans le cadre d'un accord final avec Belgrade, c'est-à-dire quand cette dernière reconnaîtrait l'indépendance du Kosovo³⁸.

De même, Priština dit attendre la reconnaissance de son indépendance avant de lever ses taxes à l'importation imposées, non seulement à la Serbie, mais aussi à la Bosnie-Herzégovine. Violant l'accord de libre-échange CEFTA, conçu comme une antichambre pour les candidats à l'adhésion à l'UE, ces taxes ont eu un effet dévastateur sur le pouvoir d'achat des habitants du nord du Kosovo, fortement dépendants de Belgrade. Outre les quatre ex-républiques yougoslaves non membres de l'UE (Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro et Macédoine du Nord), la Moldavie, l'Albanie et le Kosovo sont liés par cet accord. Tenant probablement compte du volume extrêmement réduit des exportations kosovares³⁹, la Bosnie et la Serbie n'ont pas annoncé de mesure de rétorsion. Néanmoins, l'obstination affichée par le gouvernement kosovar sortant, dirigé par Ramush Haradinaj, pour maintenir cette mesure a profondément vexé l'UE et entraîné une forte dégradation des relations entre ce dernier et le président Thaçi, à la tête de deux partis politiques rivaux, bien que tous issus de l'ALK.

La tendance isolationniste actuellement en vogue à Priština semble également s'être manifestée par le refus de ses autorités, soutenues par l'opposition, de se joindre au projet connu sous le nom de « *mini-Schengen des Balkans* ». Initié en octobre 2019 par la Serbie, la Macédoine du Nord et l'Albanie, ce projet vise à alléger les formalités douanières, faciliter la libre circulation de leurs citoyens et garantir la reconnaissance mutuelle des diplômes⁴⁰. Si le Monténégro paraît également décliner l'offre — arguant que ses accords bilatéraux avec la plupart

36. Georges Berghezan, « [Kosovo : Triste bilan vingt ans après les frappes de l'OTAN](#) », *Note d'analyse du GRIP*, 21 mars 2019.

37. « [The Constitutional Court's Decision On The Association/Community Of Serb Majority Municipalities](#) », *European Center for Minority Issues Kosovo*, 28 janvier 2016.

38. [CSM in final Belgrade-Pristina agreement Kosovo advisor says](#) », *N1*, 24 avril 2018.

39. Environ 367 millions EUR en 2018, selon l'[Agence des statistiques du Kosovo](#). À titre de comparaison, les exportations de la Serbie, durant la même période, dépassaient 19 milliards USD, selon le [Bureau statistique de la République de Serbie](#).

40. Talha Ozturk, « [Serbia, Albania, N Macedonia agree for 'Small Schengen'](#) », *Anadolu Agency* (Ankara), 10 octobre 2019.

de ses voisins vont dans le même sens⁴¹ —, le Kosovo a justifié son rejet en prétendant qu'il s'agissait d'une tentative de faire revivre l'ex-Yougoslavie et que plus aucun accord ne serait conclu avec Belgrade tant qu'elle ne reconnaîtrait pas son indépendance. Par la voix de son Premier ministre, Edi Rama, l'Albanie a vivement réagi, accusant son « *petit frère* » kosovar d'être seul responsable de son « *auto-exclusion* »⁴². Cette dispute met aussi en évidence l'absence d'avancées concrètes — malgré de nombreux accords visant à leur intégration mutuelle, dont un de « *partenariat stratégique* » signé en 2014 — dans le rapprochement entre les deux voisins, que certains inscrivent — avec espoir ou crainte, selon leur camp — dans une dynamique de création d'une « *Grande Albanie* ».

Les ambiguïtés de Kurti

Reste à voir l'orientation que choisira le nouveau gouvernement qui verra probablement naître une coalition inédite, composée de la *Ligue démocratique du Kosovo* (LDK), fondée par le leader historique, Ibrahim Rugova, et *Autodétermination* (« *Vetëvendosje* », VV, en albanais), ouvertement « *grand-albanais* ». En effet, les élections législatives du 6 octobre 2019 ont connu un petit séisme, les trois partis de la coalition sortante, tous issus de l'ALK, essuyant un revers cinglant, principalement dû à leurs constantes disputes, au marasme économique persistant et à la corruption dont sont accusés leurs cadres et dirigeants. La convocation d'ex-dirigeants de l'ALK à un Tribunal spécial basé à La Haye, où ils ont dû répondre de présumés crimes contre l'humanité commis durant leur « *guerre de libération* », aurait pu jouer un rôle dans le désaveu de l'opinion kosovare. En tout cas, c'est l'interrogatoire du Premier ministre Haradinaj qui l'a poussé à démissionner provoquant ainsi les élections anticipées d'octobre⁴³.

Le nouveau Premier ministre devrait être le leader de la VV, en l'occurrence Albin Kurti, dont le parti est arrivé en tête des législatives avec 26 % des voix exprimées. Issu de la société civile, Kurti se présente maintenant comme « *social-démocrate* », bien qu'il ait été longtemps un partisan déclaré de l'ancien président albanais Enver Hoxha⁴⁴. Étiqueté dès lors « *nationaliste de gauche* »⁴⁵, Kurti s'était jusqu'ici surtout fait connaître par ses déclarations incendiaires contre l'ONU et l'UE et par ses jets de bombes lacrymogènes dans l'enceinte

41. Samir Kajosevic, « [Montenegro Rejects Balkan 'Mini Schengen' Proposal](#) », *BIRN*, 12 novembre 2019.

42. Bledar Qalliu, « [Albania and Kosovo Disagree on 'Mini-Schengen' Despite Common Foreign Policy Agreement](#) », *Exit* (Tirana), 11 novembre 2019.

43. « [Kosovo: le Parlement dissous par les députés, des élections anticipées en vue](#) », *Le Figaro*, 22 août 2019.

44. Jean-Arnault Dérens, « [Les extrémistes kosovars à l'affût](#) », *L'Humanité*, 16 février 2007.

45. « [Albin Kurti: Kosovo rebel who dreams of being PM](#) », *France 24*, 26 novembre 2018.

parlementaire en 2015 et 2016⁴⁶. S'il est confirmé comme chef de gouvernement, il est vraisemblable qu'il tentera de s'entendre avec la LDK, beaucoup plus modérée, et d'arrêter la dégradation des relations extérieures du Kosovo, tant avec Bruxelles qu'avec Belgrade et Tirana.

En attendant, Kurti cultive une savante ambiguïté, déclarant que son leitmotiv, « *l'unification nationale des Albanais* », est impossible au sein de l'Union européenne⁴⁷, puis condamnant le blocage de l'élargissement induit par l'absence de consensus lors du sommet des chefs d'État de l'UE du 18 octobre à propos de l'ouverture de pourparlers avec l'Albanie et la Macédoine du Nord⁴⁸. De même, bien que la VV se déclare « *anti-impérialiste* », on constate, dans ses rassemblements, que ses partisans affectionnent les drapeaux des États-Unis, omniprésents aux côtés de ceux, rouges et noirs, de l'Albanie, tandis que les emblèmes jaunes et bleus de la « *république du Kosovo* » ne sont pas de sortie⁴⁹.

Soutenu par l'ensemble des députés albanais, le développement de l'armée kosovare devrait continuer à être à l'agenda du nouveau gouvernement. Dépendant fortement de donations pour s'équiper, celui-ci aura tout intérêt à ménager ses alliés traditionnels, tous membres de l'OTAN.

Côté serbe, cette initiative est perçue comme un des obstacles à une normalisation des relations avec Priština, mais la principale exigence demeure la levée des taxes douanières, préalable à une reprise des négociations qui devraient être placées sous les auspices du nouveau Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, l'Espagnol Josep Borrell.

Un symbole pour occulter un « État failli » ?

Si, à court terme, la transformation de la FSK ne change pas grand-chose sur le plan sécuritaire, il en irait tout autrement en cas de retrait pur et simple de la force de l'OTAN sans mécanisme de substitution. En effet, bien que cette éventualité ne soit actuellement pas à l'ordre du jour, un tel retrait placerait en face-à-face deux armées hostiles et une étincelle — par exemple, une opération ressentie comme répressive visant la minorité serbe — pourrait entraîner une incursion des forces de Belgrade au Kosovo qui pourrait dégénérer en conflit armé.

En attendant, la portée de la création de « *l'armée du Kosovo* » demeure avant tout symbolique. Pour Priština, il s'agit surtout de se persuader, mais aussi de convaincre son opinion publique et les pays qui soutiennent son indépendance, que le Kosovo est un « *État normal* », doté des attributions habituelles

46. « [Four Kosovo MPs get suspended jail terms for tear gas protest](#) », *Reuters*, 3 janvier 2018.

47. « [Kurti does not give up "Greater Albania"](#) », *B92*, 9 octobre 2019.

48. Patrick Wintour, « [EU running scared from fascism, says Kosovo's likely new PM](#) », *The Guardian*, 21 octobre 2019.

49. « [Albin Kurti: Kosovo rebel who dreams of being PM](#) », *op. cit.*

des États souverains, dont des forces armées⁵⁰, et non l'« *État failli* » décrit par un nombre croissant d'observateurs. Cette réaffirmation de l'indépendance viserait aussi à compenser le fait que le processus de reconnaissance internationale est largement en panne. Cependant, la plupart de ses alliés attendent, en contrepartie de la poursuite de leur soutien, que le Kosovo se comporte de manière un peu plus réaliste dans ses relations avec la Serbie et cesse de considérer son principal objectif stratégique, la reconnaissance de son statut indépendant par la Serbie et le reste du monde, comme un préalable à toute relation avec Belgrade et à la mise en œuvre des accords précédemment conclus.

Auteur

Georges Berghezan, chercheur au GRIP a notamment effectué de nombreux séjours dans les Balkans, et particulièrement pendant les guerres d'ex-Yougoslavie, qu'il a couvertes comme reporter-photographe.

50. Luke Bacigalupo, [Kosovo: Creating a full army out of its security force](#) », *Global Risk Insights*, 14 janvier 2019.